

Burundi : RSF appelle le président élu à faire libérer les quatre journalistes d'Iwacu

@rib News, 06/06/2020 Source Reporters sans frontières Burundi : les quatre journalistes d'Iwacu restent en prison. Communiqué de Presse - 05.06.20 La Cour d'appel a maintenu la condamnation à deux ans et demi de prison pour les quatre reporters burundais d'Iwacu. Reporters sans frontières (RSF) dénonce une décision inique et demande au président nouvellement élu de mettre fin à la répression systématique des médias en commençant par rendre leur liberté ces journalistes.

La décision est étonnante par la lourdeur de cette décision. Joint par RSF, un responsable d'Iwacu, l'un des médias indépendants du Burundi, ne cachait pas sa tristesse de voir ses collègues Christine Kamikazi, Agnès Ndirubusa, Trence Mpozenzi et Egide Harerimana, rester en prison. Jeudi 4 juin, la Cour d'appel de Bubanza, située dans le nord-ouest du Burundi, a confirmé, en l'absence des avocats, la peine de deux ans et demi de prison assortie d'une amende d'un million de francs burundais (environ 482 euros) pour tentative de complicité atteinte à l'État infligée en première instance le 30 janvier dernier. L'équipe de reporters avait été arrêtée le 22 octobre pour avoir tenté de couvrir l'attaque surprise d'un groupe de rebelles burundais basés dans l'est de la RDC et opposés au président Pierre Nkurunziza. Les débats qui se sont tenus lors du premier procès comme lors de l'appel avaient pourtant permis de démontrer de manière incontestable que ces journalistes n'avaient jamais eu aucun lien avec le groupe de rebelles. Les charges avaient été requalifiées, passant de tentative de complicité à tentative de directeur du groupe de presse à annoncer dimanche vendredi sur les réseaux sociaux son intention de porter l'affaire devant la Cour Suprême du Burundi. Cette décision est aussi consternante qu'effrayante, déclare Arnaud Froger, responsable bureau Afrique de RSF. Il ne repose sur aucun élément sérieux et il fait peser sur les journalistes souhaitant couvrir un sujet d'actualité incontournable la menace d'une longue peine de prison. C'est une nouvelle journée noire pour la presse burundaise déjà minée par des années de répression qui ont conduit à la fermeture de nombreux médias et à l'arrestation de centaines de journalistes. Nous demandons au président nouvellement élu de mettre fin à cette politique en commençant par faire libérer ces quatre journalistes qui n'ont rien à faire en prison. Hier, jeudi 4 juin, la Cour constitutionnelle a proclamé le vainqueur de l'élection présidentielle du 20 mai. L'ex-ministre de l'intérieur de cabinet du président sortant Pierre Nkurunziza était le candidat du pouvoir lors de ce scrutin. Il aura notamment pour mission de mettre fin à la crise traversée par le pays et entretenue par son prédécesseur élu pour un troisième mandat en 2015. Les médias et les journalistes burundais ont payé un lourd tribut. La décision d'Iwacu reste toujours la cible de intimidations et de menaces. Pendant la campagne pour l'élection présidentielle, un parti au pouvoir avait menacé de craser la tête des journalistes d'Iwacu à la suite d'un article qui leur avait fait perdre la parole du président les avait également qualifié de «virus». En plus de ses quatre journalistes arbitrairement emprisonnés, Iwacu a aussi perdu l'un de ses reporters les plus aguerris. Jean Bigirimana est porté disparu depuis près de quatre ans. Selon plusieurs témoins, il avait été aperçu aux mains des services de renseignements le jour de sa disparition le 22 juillet 2016. Le Burundi occupe la 160e place sur 180 au Classement mondial de la liberté de la presse établi par RSF en 2020.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});